Radio

## **Parlement**

## Une séquence potentiellement inédite: et si aucun député ne votait pour la partie "recettes" du budget?

Baptiste Farge avec AFP Aujourd'hui à 11h08



possible dans l'hypothèse où les députés votent sur la première partie du projet de loi de finances d'ici la fin de semaine, alors que plus de 1.200 amendements restent à examiner.

S'il paraît invraisemblable sur le papier, ce scénario est pourtant

**Publicité** 

vote favorable d'ici la fin de semaine, moment où se terminera le temps imparti prévu par la Constitution pour que les députés se prononcent en première lecture, comme l'a relevé la newsletter Politico ce mercredi 19 novembre. Première raison à cela: le fait que le texte ne soit même pas défendu par les députés soutenant Sébastien Lecornu. En effet, les troupes du "socle

La séquence serait inédite. Le budget de l'État ou plutôt sa partie "recettes", actuellement examinée à l'Assemblée nationale, pourrait ne recueillir aucun

commun" (de Renaissance à LR, NDLR), reçues lundi soir par le chef du gouvernement, se sont "accordées" pour ne pas voter en faveur de ce volet "recettes" "en l'état", a fait savoir mardi l'entourage de ce dernier. Publicité

Sauf que les débats actuels échappent à cette logique. D'abord, le "socle commun" ne dispose que d'une majorité très relative. Ensuite, il ne peut pas compter sur l'utilisation de l'article 49.3 de la Constitution pour que le gouvernement passe son texte sans vote des députés. En amont des débats,

Sébastien Lecornu a en effet annoncé qu'il renonçait à cette possibilité,

cherchant ainsi à éviter la censure des socialistes.

via un amendement de La France insoumise (LFI).

Une incongruité: habituellement, les députés favorables au gouvernement

budgétaires, tandis que les autres groupes font le choix inverse pour affirmer

marquent leur appartenance à la majorité en votant pour les textes

leur opposition.

"budget Frankenstein".

"Budget Frankenstein" Autrement dit, les parlementaires sont obligés de composer avec des mesures adoptées à l'initiative d'autres groupes parlementaires, les uns et les autres pouvant tirer leur épingle du jeu dans une Assemblée morcelée en

trois blocs. Si bien que la copie actuelle s'apparente pour certains à un

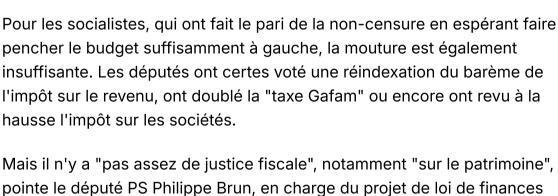
cause "l'insincérité de certaines mesures adoptées", faisant allusion à

Lors de son entretien avec Sébastien Lecornu, le "socle commun" a mis en

plusieurs dispositions fiscales, dont une taxe sur les multinationales adoptée

Chef des députés de LR, Laurent Wauquiez a précisé devant les sénateurs de son parti que sa formation, plutôt que de s'abstenir, choisirait un rejet du volet "recettes", dénonçant "toutes les horreurs fiscales" du texte.

15:36



absence d'économies.

pour son groupe, auprès de l'AFP.

MARSCHALL TRUCHOT

insuffisante. Les députés ont certes voté une réindexation du barème de l'impôt sur le revenu, ont doublé la "taxe Gafam" ou encore ont revu à la

Marshall Truchot: Budget, Lecornu peut-il reprendre la main (et comment) ? - 17/11

Aucune chance que le reste de la gauche (La France insoumise, Les Écologistes, le Parti communiste français), qui avait voté le 16 octobre pour la censure du chef du gouvernement, ne soit davantage conciliante. Quant à l'extrême droite, Jordan Bardella, le président du Rassemblement

national (RN), a été formel dimanche 16 novembre sur France 3: les députés de son parti voteront "quoi qu'il arrive" contre les projets de budget. Pour se

justifier, Jordan Bardella a invoqué des "augmentations d'impôts" et une

Le vote aura-t-il bien lieu? Reste une question de taille: les députés auront-ils le temps d'aller au vote? À

ce stade, l'Assemblée doit encore écluser plus de 1.200 amendements sur la partie recettes du projet de budget de l'État. Si le gouvernement a d'ores et

déjà acté qu'un vote sur les dépenses était hors de portée, celui sur cette première partie est encore possible, avant dimanche minuit. En cas de rejet, c'est le texte initial du gouvernement qui irait au Sénat. Une autre possibilité serait de laisser se prolonger les débats sans aller au vote,

ce qui permettrait d'envoyer au Sénat le texte du gouvernement enrichi des amendements adoptés par l'Assemblée. Le président de la commission des Finances, Éric Coquerel (LFI), a de nouveau mis en garde mardi contre un passage du budget par ordonnances, alors que le Sénat pourrait, selon lui, ne voter que le 15 décembre sur le

budget de l'État, laissant huit jours seulement pour terminer la navette parlementaire. La Constitution prévoit un délai de 70 jours pour adopter le projet de loi de finances, au-delà duquel les ordonnances sont possibles.

avant qu'un nouveau budget ne soit présenté aux députés en début d'année. Plusieurs cadres de l'opposition, comme de la majorité, privilégient cette hypothèse.

Autre scénario: l'adoption d'une loi spéciale pour pallier l'absence de budget,

**Baptiste Farge avec AFP** 







Code promo Comparateur

Meilleur rasoir électrique homme

Nos dossiers Événements

BFM2

Une séquence potentiellement inédite: et si aucun d... f Partager

**Partager** 

Règlements Nous contacter Devenir annonceur Mentions légales Recrutement Politique cookie Données personnelles Paramétrage des cookies Gérer Utiq CGU J'exerce mes droits Charte de déontologie Accessibilité : non-conforme BFM Business BFM Patrimoine RMC BFM Immo RMC Sport Verif RMC BFM PLAY BFM Bourse RMC Life Zone Turf RMC Découverte Tech&Co RMC Conso BFM Locales BFM Crypto RMC Story

Meilleur fauteuil gamer

Comparateur assurance

Shopping

Immobilier neuf
Portage salarial

Comparatif déshumidificateur

Programme TV

Applications mobiles

Météo des neiges

Canaux TV

Plan du site